

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE EN 2012



Une situation économique et sociale difficile

L'activité économique est actuellement en stagnation en France, dans une zone euro en récession.

Au-delà des alternances politiques, le redressement des finances publiques françaises constitue actuellement une priorité des politiques menées au niveau national dans le cadre défini pour l'ensemble de la zone euro. Ces ajustements, indispensables aussi dans d'autres pays de la zone euro, auront cependant, par leur simultanéité, un effet négatif sur la croissance de l'ensemble de la zone.

La part de marché de la France dans les échanges mondiaux en volume, en particulier avec les pays industrialisés, n'a cessé de reculer depuis plus de 10 ans et la dégradation affecte toutes les composantes de la balance des transactions courantes. Sur ce problème de la compétitivité, le CESE a publié un avis en octobre 2011.

L'emploi est un problème crucial et récurrent. L'avis étudie la situation française à cet égard sur longue période et par rapport à d'autres pays industriels et met l'accent en particulier sur l'emploi des jeunes et sur celui des seniors.

L'Europe, cadre des politiques financières, a été examinée du point de vue des divergences entre les États membres, qui expliquent largement la crise des dettes souveraines et pourraient, si elles persistaient, mettre en péril le fonctionnement de l'Union monétaire. La question

du budget de l'Union européenne est également évoquée.

Un point spécifique traite des questions énergétiques. Grâce à sa production nucléaire et aux énergies renouvelables et malgré sa forte dépendance en énergies fossiles, le prix de l'électricité en France est l'un des plus bas de l'Union européenne, facteur de compétitivité et de pouvoir d'achat. Pour autant, il est nécessaire de progresser dans la maîtrise de la demande d'énergie.

Un état moral contrasté

La France souffre de la dégradation des rapports humains. L'ambiance de compétition permanente, présente dès le plus jeune âge, modèle les comportements. Le chômage est un fléau qui accroît l'angoisse collective et laisse certains durablement à l'écart de la société.

Les relations humaines sont devenues plus tendues et plus précaires, jugées principalement à l'aune de l'intérêt personnel.

Plusieurs caractéristiques sociétales et culturelles françaises sont étudiées, qui peuvent expliquer le climat de défiance actuel.

Enfin, l'avis indique qu'il existe une forme de déni des réalités économiques.

A moyen terme, l'accent est mis sur la nécessité de faire porter l'analyse, « au-delà du PIB ». Le CESE a déjà largement contribué à l'élaboration d'un tableau de bord du développement durable constitué d'une vingtaine d'indicateurs phares économiques, sociaux et environnementaux sur lesquels repose l'analyse de cet avis. Dans cet esprit, il soutient la démarche

des organisations qui s'interrogent sur la notion de bien-être ; ainsi, l'étude de l'OCDE, qui conclut à une position médiane de la France par comparaison avec celle d'autres pays développés, pour la plupart des critères.

De l'importance du fait régional

Il y a en France de grandes disparités régionales. Il n'est pas sans intérêt, pour porter un autre regard sur la vie de nos concitoyens, d'examiner les différences à travers des exemples et surtout leurs implications pour les choix de politiques économiques.



Roger Mongereau

vice-président de la CGPME, chargé du développement territorial est assureur.

Vice-président de la section de l'économie et des finances au CESE, il y représente le groupe des entreprises.

Contactez
le rapporteur ?

roger.mongereau@wanadoo.fr
06 88 40 93 30

La France doit actuellement gérer une série de contradictions. Elle dispose cependant d'atouts (cf. rapport annuel sur l'état de la France 2011). Le CESE préconise une concertation organisée et approfondie sur la base de l'analyse de ses forces et de ses faiblesses et insiste sur le fait que le *statu quo* n'est pas acceptable.

APPROFONDIR L'UNION EUROPÉENNE

- **Mettre en œuvre** la stabilité, la coordination, la gouvernance et la croissance en Europe

Il faut assurer une discipline budgétaire partagée afin de parachever une construction actuellement déséquilibrée.

Cela suppose une action résolue en matière de finances publiques : réforme fiscale d'ensemble dans l'équité et nécessité de réorienter les dépenses publiques.

- **Poursuivre** les efforts d'harmonisation juridique et fiscale.
- **Plaider** pour une révision du financement du budget européen.

Le CESE préconise de s'orienter vers un véritable système de ressources propres pour l'Union.

- **S'associer** et s'appuyer sur la Banque européenne d'investissement (BEI) pour des projets porteurs d'avenir.
- **Poursuivre** l'Union bancaire et le renforcement de la réglementation financière.
- **Se doter** d'une stratégie industrielle européenne.

La prédominance de la politique de la concurrence doit être remise en cause.

TENIR COMPTE DU FAIT RÉGIONAL

La nouvelle phase de la décentralisation devrait se faire sans remettre en cause le principe fondamental de l'unité nationale et de l'égalité des citoyens.

Le CESE rappelle l'importance d'avoir un projet régional cohérent, élaboré après concertation avec toutes les parties prenantes, donc partagé et mis en œuvre avec continuité par un chef de file identifié, qui assurera la coordination des acteurs. Il serait en outre essentiel de clarifier les compétences des divers échelons territoriaux.

L'action de la Banque publique d'investissement (BPI) devrait concilier initiative locale et cohérence nationale.

ADAPTER NOTRE ÉCONOMIE ET NOTRE PACTE SOCIAL

Une réelle prise de conscience semble se faire jour sur la nécessité de mener des réformes structurelles.

Le CESE se félicite de la tenue des conférences environnementale et sociale ; il s'agit maintenant d'en assurer un suivi régulier et de faire une priorité des évolutions préconisées.

Il faudrait également :

- **Élaborer** un pacte productif
- **Améliorer** l'efficacité des acteurs publics
- **Renforcer** et valoriser les entreprises
- **Réaffirmer** la priorité à l'innovation et au développement durable

Tirer un meilleur parti des TIC et soutenir l'innovation

La conversion écologie est, de plus, indispensable

Le CESE a entamé une réflexion sur les « solutions quaternaires » pour aider à sortir de la crise

- **Rendre** la formation plus efficace.

CONFORTER LE « VIVRE ENSEMBLE » ET LE SENS DU COLLECTIF

La confiance est la clé de toutes les relations humaines. Il convient de mettre fin à la « galère durable » et de lutter contre la pauvreté.

Il faut revaloriser partout la notion de « travailler ensemble ».

Réaffirmer l'objectif essentiel d'une société : accroître la solidarité et le bien-être pour tous.